ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Fonction publique, le 20 mars 1981, d'une demande d'avis sur un projet de loi "organisant un registre national des personnes physiques", a donné le 22 avril 1981 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 20e maart 1981, door de Minister van Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot regeling van een rijksregister van de natuurlijke personen", heeft de 22e april 1981 het volgend advies gegeven :

PREAMBULE.

Il n'est pas nécessaire de se référer à l'avis du Conseil d'Etat puisque cet avis doit être annexé à l'exposé des motifs.

+

Le Ministre de la Justice est mentionné dans la formule de proposition. Il n'est cependant pas chargé de présenter le projet de loi aux Chambres législatives et il ne semble pas appelé à contresigner l'arrêté de présentation. Il y a là une discordance qu'il appartiendra au Gouvernement d'éliminer.

+

Subsidiairement, le Ministre de la Justice a, dans le Gouvernement actuel, la préséance sur le Ministre de la Fonction publique. Il devrait donc être cité avant ce dernier.

EXAMEN DES ARTICLES.

Article 1er.

Suivant cette disposition :

"Il est créé un système de traitement d'informations dénommé "Registre National" qui assure, conformément aux dispositions de la présente loi, l'enregistrement, la

mémorisation et la communication d'informations d'identification relatives aux personnes physiques".

A proprement parler, le projet ne crée pas un système de traitement d'informations puisque, d'une part, différents systèmes de traitement d'informations existent déjà indépendamment de toute législation et que, d'autre part, le registre national fonctionne depuis plusieurs années, d'ailleurs sous une forme beaucoup plus complète que le projet ne le prévoit.

Il est dès lors proposé de rédiger l'article comme suit :

"Article 1er.-

Le registre national est un système de traitement d'informations qui assure, conformément aux dispositions de la présente loi, l'enregistrement, la mémorisation et la communication d'informations relatives à l'identification des personnes physiques".

Articles 2 et 3.

I. Les registres de la population sont, aux termes de l'article 1er de l'arrêté royal du 1er avril 1960 réglant la tenue des registres de population, tenus dans chaque commune (voir aussi la loi du 2 juin 1856 sur les recensements généraux et les registres de population, article 3).

.../...

La tenue du registre de population est placée dans les attributions du collège des bourgmestre et échevins. L'officier de l'Etat civil est particulièrement chargé de faire observer exactement tout ce qui concerne la tenue du registre.

Celui-ci est accompagné d'un index sur fiches comprenant, par ordre alphabétique, les noms de toutes les personnes inscrites comme habitants.

Il s'en suit que le mot "locaux" ("registres locaux de population") est superflu, puisque les registres de population le sont nécessairement.

II. Le texte mentionne les "registres et ... fichiers ad hoc tenus dans les missions diplomatiques et les postes consulaires belges à l'étranger".

Cette expression soulève une difficulté : aucun texte ne prévoit en effet que les missions diplomatiques et les postes consulaires belges à l'étranger tiennent des registres ou des fichiers semblables aux registres et aux fichiers de la population.

Les registres qui sont tenus par les agents diplomatiques et consulaires sont des registres d'actes de l'Etat civil. L'arrêté royal du 15 juillet 1931 réglant la réception des actes de l'Etat civil et des actes de déclarations de nationalité par les agents diplomatiques et les consuls contient des dispositions spécifiques relatives à la tenue de ces registres.

Dans l'état actuel de la législation et de la réglementation, l'article 2 est par conséquent sans objet en ce qui concerne les prétendus registres et fichiers "ad hoc" tenus dans les missions diplomatiques et les postes consulaires belges à l'étranger.

III. Suivant l'article 2, alinéa 3 :

"Le Roi fixe les modalités et la fréquence de transmission de ces informations", c'est-à-dire, des informations visées à l'alinéa 1er.

Le terme de "fréquence" n'est guère heureux. En outre, ainsi que le fonctionnaire délégué l'a admis, le terme plus général de "modalités" comprend évidemment la "fréquence" des transmissions.

IV. Suivant l'article 3, alinéa 1er, le domicile doit être enregistré dans la banque de données.

Or, la notion de domicile est une notion de droit civil (article 102 du Code civil), de droit judiciaire (article 36 du Code judiciaire ou de droit électoral, dont l'inscription au registre de la population peut être l'un des critères (voir l'article 36 précité du Code judiciaire), mais qui n'est pas retenu réciproquement comme critère de cette inscription, l'arrêté royal du 1er avril 1960 réglant la tenue des registres de population, modifié par l'arrêté royal du 18 mars 1981 ne faisant aucune référence à la notion de domicile.

V. Il est superflu de préciser que seules les personnes physiques sont inscrites au registre national puisque seules ces personnes sont actuellement inscrites au registre de la population ou au registre des étrangers.

VI. L'ordre et la division des différentes dispositions contenues dans les articles 2 et 3 pourraient être amélioré.

+

Compte tenu des observations qui précèdent et de quelques rectifications de forme qui n'appellent pas de commentaire, le texte suivant est proposé pour les articles 2 et 3 du projet :

"Article 2.-

Sont inscrites au registre national :

1° les personnes inscrites au registre de population ou au registre des étrangers;

2° ... (voir observation n° II).

Un numéro d'identification est attribué à chaque personne lors de la première inscription de celle-ci au registre national. Le Roi fixe les règles selon lesquelles ce numéro est composé.

Article 3.-

Pour chaque personne, les informations suivantes sont enregistrées et conservées par le registre national :

.../...

1° les nom et prénoms;
2° le lieu et la date de naissance;
3° le sexe;
4° la nationalité;
5° la résidence principale;
6° le lieu et la date du décès.

Les modifications successives apportées aux informations visées à l'alinéa 1er, ainsi que leur date de prise d'effet sont mentionnées au registre national.

Les informations sont conservées pendant trente ans à compter du jour du décès de la personne à laquelle elles sont relatives.

Article 4 (nouveau).

Les autorités chargées de la tenue des registres visés à l'article 2 transmettent d'office au registre national les informations mentionnées à l'article 3, alinéas 1er et 2.

Elles sont responsables de la conformité des informations transmises aux actes et aux documents qu'elles détiennent.

Le Roi fixe les modalités de transmission des informations.

.../...

Article 4 (du projet).

Compte tenu de la nature assez banale des renseignements que la banque de données du registre national réunira en vertu de l'article 3, on peut se demander si l'article 4 conserve encore un objet.

S'il existait une raison, par exemple technique, de maintenir cette disposition, il conviendrait que le Gouvernement s'en explique davantage qu'il ne le fait dans l'exposé des motifs.

Subsidiairement, il va de soi que les autorités judiciaires, notamment les juges d'instruction et les officiers de police judiciaire, ne peuvent être visés par une restriction éventuelle que le Roi apporterait au pouvoir d'investigation qu'elles tiennent directement de la loi.

L'observation vaut également pour l'article 5.

Article 5.

Dans la rédaction suivante, l'article serait plus conforme aux intentions exprimées dans l'exposé des motifs, notamment en ce qui concerne l'interdiction de conservation au registre national des informations transmises par l'intermédiaire de celui-ci :

.../...

"Article 5.-

Lorsque les autorités publiques, ou des organismes d'intérêt public visés à l'article 4, alinéa 1er, peuvent, en vertu de la loi ou du décret, demander aux communes des informations autres que celles que mentionne l'article 3, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres et après l'avis de la commission visée à l'article 12, imposer aux communes la transmission de ces informations par l'intermédiaire du registre national.

Les informations ainsi transmises ne sont pas conservées au registre national".

Article 7.

Selon l'exposé des motifs, cet article aurait une portée plus large que celle qui ressort du texte.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 7.

Après avis de la commission visée à l'article 12 et par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, le Roi peut autoriser les autorités publiques et les organismes visés à l'article 4 à faire usage du numéro d'identification dans les limites et aux fins qu'Il détermine.

L'avis de la commission est publié au Moniteur belge en même temps que l'arrêté royal".

Article 8.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 8.-

L'utilisation du numéro d'identification au registre national par une personne non autorisée ou à des fins autres que celles en vue desquelles l'autorisation a été donnée est interdite".

Article 9.

Le texte de l'alinéa 1er pourrait être rendu plus conforme à l'article 2 du projet et aux intentions du Gouvernement telles qu'elles ressortent de l'exposé des motifs s'il recourait à la même terminologie que celle qu'utilise l'article 2.

Le texte suivant est proposé :

"Toute personne inscrite au registre national ou son représentant légal a le droit :

1° d'obtenir communication des informations qui la concernent et qui sont enregistrées dans la banque de données du registre national;

2° d'obtenir la rectification de celles de ces informations qui ne reproduiraient pas de manière précise, complète et exacte, les informations que doivent transmettre les autorités visées à l'article 4 (1) sur les seuls objets

.../...

---

(1) Il s'agit de l'article 4 du texte proposé ci-dessus, c'est-à-dire de la matière contenue dans l'article 2 du projet.

prévus à l'article 3.

+

Suivant l'alinéa 2 :

"Le droit établi par le présent article est exercé auprès de l'autorité locale de la commune du domicile. Il est exercé auprès de la mission diplomatique ou du poste consulaire compétent pour les Belges se trouvant habituellement à l'étranger. Le Roi définit les modalités d'exercice de ce droit".

I. Comme le révèle l'exposé des motifs, la demande de communication et celle de rectification doivent être introduites auprès de l'autorité qui a transmis les informations au registre national ou à laquelle il appartient de transmettre les informations rectifiées parce que cette autorité est responsable de la conformité de l'information à l'acte ou au registre qu'elle détient. Cette autorité est nécessairement celle de la commune où l'intéressé est inscrit au registre de la population, du moins pour les personnes résidant en Belgique.

La notion de "commune du domicile" est par conséquent impropre, puisque le domicile, au sens civil, judiciaire ou électoral de ce terme, ne coïncide pas nécessairement, et dans tous les cas, avec le lieu de l'inscription au registre de la population (voir l'observation IV faite sous les articles 2 et 3).

II. L'habilitation donnée au Roi de définir les modalités d'exécution des droits visés à l'alinéa 1er ne pourrait pas aller jusqu'à restreindre l'exercice de l'action judiciaire normalement attachée à la reconnaissance de ce droit par le législateur.

Compte tenu de ces observations, l'alinéa 2 gagnerait à être rédigé comme suit :

"Ces droits sont exercés auprès de la commune dans laquelle l'intéressé est inscrit au registre de la population.

Ils sont exercés en ce qui concerne les Belges qui résident à l'étranger et qui ne sont pas inscrits à un registre de la population en Belgique ... (voir observation II sous l'article 2). Le Roi règle les modalités d'exercice de ce droit".

Article 10.

Suivant cette disposition :

"Le Ministre qui a le Registre National dans ses attributions prend toute mesure nécessaire à en assurer la sécurité et la régularité de fonctionnement".

Dans les termes extrêmement larges où elle est rédigée, cette disposition semble conférer au Ministre qui a le registre national dans ses attributions, un pouvoir d'exécution de la loi en projet, qui empiète sur le pouvoir d'exécution réservé au Roi par l'article 67 de la Constitution.

Si le but de cette disposition était simplement de confier au Ministre un pouvoir de contrôle consistant à veiller à la "sécurité et à la régularité de fonctionnement" du registre national, la disposition devrait être rédigée différemment, d'une part, et, d'autre part, elle devrait trouver sa place logique à la fin du projet.

.../...

Article 11.

Il serait préférable de remplacer, dans le texte français, le mot "données" par "informations".

A l'alinéa 2, l'expression "tiers non autorisés" n'est guère heureuse. Il serait préférable d'écrire :

"... ou communiquées à des personnes qui n'ont pas obtenu l'autorisation d'en prendre connaissance".

Article 12.

Suivant cette disposition :

"Le contrôle du respect des dispositions de la présente loi est effectué par une Commission de trois experts désignés par la Chambre des Représentants, dont le mandat est fixé à trois ans, renouvelable une fois.

La Commission est chargée de veiller à l'application de la présente loi et en particulier d'émettre les avis prévus par les articles 4, 5 et 7 ainsi que d'examiner les demandes ou plaintes des personnes concernées et d'y donner suite.

L'avis de la Commission est émis dans les soixante jours de la réception de la demande.

Au terme de ce délai, l'avis de la Commission est réputé favorable".

.../...

Ni le texte de cet article ni le commentaire qui en est donné dans l'exposé des motifs ne permettent de répondre à un certain nombre de questions concernant notamment les qualifications qui sont requises des membres de la commission, le statut de ceux-ci, les incompatibilités qui s'imposeraient à eux, les conditions de connaissances en matière linguistique, auxquelles ils devraient répondre (alors surtout que la commission se composera d'un nombre impair de membres), la rémunération du personnel éventuel de la commission, ses règles de fonctionnement, etc ... .

En chargeant la commission de "donner suite" aux demandes ou plaintes des personnes concernées, l'alinéa 2 s'exprime de manière équivoque. Il conviendrait que le texte précise la nature de l'intervention de la commission sur ces demandes ou plaintes.

Il semble que cette "suite" soit l'une de celles que prévoit l'article 14. Cette précision devrait figurer dans le texte.

Il semble de même que l'avis prévu aux alinéas 3 et 4 ne soit pas l'une de ces suites possibles mais seulement l'un des avis prévus par les article 4, 5 et 7. Dans le cas contraire, la formule de l'alinéa 4, selon lequel l'avis de la commission est réputé favorable lorsque le délai de soixante jours à dater de la réception de la demande est écoulé, serait incompréhensible.

L'incertitude sur ce point vient de ce que le mot "demande", employé à l'alinéa 3, est également employé à l'alinéa 2 pour désigner des demandes sans rapport avec les avis prévus par les articles 4, 5 et 7.

Pour prévenir tout danger de confusion, il serait préférable de séparer, d'une part, les dispositions relatives aux avis que la Commission est chargée d'émettre en application des articles 4, 5 et 7 et, d'autre part, les dispositions relatives à l'examen des demandes ou plaintes. Ces dernières dispositions, qui figurent à la fin de l'alinéa 2, trouveraient plus logiquement leur place à la fin de l'article.

Celui-ci devrait être revu tout entier.

Article 13.

Suivant la première phrase de cette disposition :

"La Commission est, pour l'application de sa mission, investie de tout pouvoir d'investigation".

Cette disposition est rédigée en des termes dont l'adverbe "notamment", qui introduit la seconde phrase, renforce le caractère particulièrement général. Il conviendrait que le Gouvernement exprime ses intentions avec plus de précision dans le texte de l'article.

Article 14.

A l'alinéa 1er, il serait préférable d'écrire : "au Procureur du Roi" au lieu de "au Parquet".

Le texte néerlandais serait au demeurant mieux rédigé comme suit :

"De commissie doet aan de procureur des Konings aangifte van de overtredingen waarvan zij kennis heeft".

.../...

Article 15.

Suivant cet article :

"Est puni d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de cent francs à deux mille francs ou d'une de ces peines seulement celui qui en qualité d'auteur, co-auteur ou complice contrevient aux obligations prévues à l'article 11. Est puni d'un emprisonnement de trois mois à cinq ans et d'une amende de cent francs à deux mille francs, quiconque contrevient à l'article 8".

Cette disposition applique au complice d'une infraction à l'article 11 les mêmes peines qu'à l'auteur ou au co-auteur de cette infraction. Certes, il serait permis au législateur de s'écarter de la règle générale énoncée à l'article 69 du Code pénal, mais encore se recommanderait-il que l'exposé des motifs fournisse les raisons qui justifieraient cette solution.

Par contre, la complicité d'une infraction à l'article 8 ne serait pas punissable, alors que, d'une part, cette infraction est punie de peines plus sévères que l'infraction à l'article 11, et que, d'autre part, les infractions à l'article 8 paraissent devoir, par leur nature, se prêter davantage à des faits de complicité que les infractions à l'article 11.

Il y a enfin lieu de relever que, dans le silence du texte, les circonstances atténuantes ne seront pas applicables, en vertu de l'article 100 du Code pénal.

Mieux vaudrait écrire : "... contrevient aux dispositions de l'article 11".

.../...

Sans préjudice de ces observations, le texte néerlandais serait mieux rédigé comme suit :

Onverminderd deze opmerkingen zou de Nederlandse tekst van artikel 15 als volgt moeten worden geredigeerd :

"Met gevangenisstraf van acht dagen tot een jaar en met geldboete van honderd frank tot tweeduizend frank of met een van die straffen alleen wordt gestraft hij die als dader, mededader of medeplichtige de bepalingen van artikel 11 overtreedt. Met gevangenisstraf van drie maanden tot vijf jaar en met geldboete van honderd frank tot tweeduizend frank wordt gestraft hij die de bepalingen van artikel 8 overtreedt".

Article 16.

Afin d'éviter une équivoque, il serait préférable de rédiger comme suit l'alinéa 1er :

"Tous les contrats conclus entre l'Etat et des communes relativement au registre national existant à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi sont résiliés de plein droit le 31 décembre 1986".

AANHEF.

Naar het advies van de Raad van State behoeft niet te worden verwezen; het moet immers bij de memorie van toelichting worden gevoegd.

+

De Minister van Justitie is in het voordracht formulier vermeld. Hij wordt echter niet gelast het wetsontwerp bij de Wetgevende Kamers in te dienen en blijkt niet geroepen te zijn om het indieningsbesluit mede te ondertekenen. De Regering behoort deze discrepantie ongedaan te maken.

+

Subsidiair moge worden opgemerkt dat de Minister van Justitie in de huidige Regering voorrang heeft boven de Minister van Openbaar Ambt. Hij zou dus vóór deze laatste moeten worden vermeld.

ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN.

Artikel 1.

Deze bepaling luidt :

.../...

"Er wordt een informatiesysteem opgericht genoemd "Rijksregister" dat overeenkomstig de bepalingen van deze wet de opneming, de memorisatie en de mededeling van identificatieinformatie met betrekking tot de natuurlijke personen verzekert".

In feite wordt door het ontwerp geen "informatiesysteem opgericht" want enerzijds bestaan er reeds diverse systemen voor informatieverwerking los van enige wetgeving en anderzijds werkt het rijksregister reeds sedert jaren en dan nog onder een veel volledigere vorm dan die waarin het ontwerp voorziet.

Derhalve wordt voorgesteld het artikel als volgt te redigeren :

"Artikel 1.-

Het Rijksregister is een systeem van informatieverwerking dat, overeenkomstig de bepalingen van deze wet instaat voor de opneming, de memorisatie en de mededeling van informatie betreffende de indentificatie van natuurlijke personen".

Artikelen 2 en 3.

I. De bevolkingsregister worden, luidens artikel 1 van het koninklijk besluit van 1 april 1960 betreffende het houden van de bevolkingsregisters, gehouden in iedere gemeente (zie ook de wet van 2 juli 1856 op de algemene volkstellingen en de bevolkingsregisters, artikel 3).

.../...

Het houden van het bevolkingsregister behoort tot de ambtsbevoegdheid van het college van burgemeester en schepenen. De ambtenaar van de burgerlijke stand is in het bijzonder gelast al wat het houden van het register betreft nauwgezet in acht te doen nemen.

Samen met het register wordt een alfabetische kaartindex gehouden, die de namen van alle als inwoners ingeschreven personen bevat.

Hieruit volgt dat het woord "lokale" ("lokale bevolkingsregisters") overbodig is aangezien die registers uiteraard "lokaal" zijn.

II. In de tekst is sprake van "de registers en bestanden ad hoc (gehouden) in de Belgische diplomatieke zendingen en de consulaire posten in het buitenland".

In verband met deze woorden rijst een moeilijkheid : geen tekst bepaalt immers dat de diplomatieke zendingen en de Belgische consulaire posten in het buitenland registers of bestanden bijhouden zoals de bevolkingsregisters en -bestanden.

De registers die door dediplomatieke en consulaire ambtenaren worden gehouden zijn de registers van akten van de burgerlijke stand. Het koninklijk besluit van 15 juli 1931 tot regeling van het ontvangen der akten van de burgelijke stand en der akten van nationaliteitsverklaringen door de diplomatieke ambtenaren en de consuls bevat specifieke bepalingen betreffende het houden van die registers.

.../...

In de huidige stand van de wetgeving en van de reglementering heeft artikel 2 bijgevolg geen onderwerp wat betreft de zogeheten registers en bestanden "ad hoc" die gehouden worden in de Belgische diplomatieke zendingen en de consulaire posten in het buitenland.

III. Artikel 2, derde lid bepaalt :

"De Koning stelt de modaliteiten en de frequentie van de overdracht van deze informatie vast". Bedoeld wordt de informatie waarvan sprake is in het eerste lid.

De term "frequentie" is weinig geslaagd te noemen. Bovendien, en dat is ook de mening van de gemachtigde ambtenaar, ligt de "frequentie van de overdracht" mede besloten in de meer algemene term "modaliteiten".

IV. Volgens artikel 3, eerste lid, moet de woonplaats worden opgenomen in de databank.

De woonplaats is een begrip van burgerlijk recht (artikel 102 van het Burgerlijk Wetboek), van gerechtelijk recht (artikel 36 van het Gerechtelijk Wetboek), of van kiesrecht, dat de inschrijving in het bevolkingsregister mede tot maatstaf kan hebben (zie het aangehaalde artikel 36 van het Gerechtelijk Wetboek), maar dat niet wederzijds als maatstaf voor die inschrijving geldt, daar het koninklijk besluit van 1 april 1960 betreffende het houden van de bevolkingsregisters, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 maart 1981, niet met het begrip woonplaats werkt.

.../...

V. Het is overbodig te bepalen dat alleen de natuurlijke personen in het Rijksregister worden ingeschreven daar alleen die personen thans in het bevolkings- of in het vreemdelingenregister worden ingeschreven.

VI. De volgorde en de indeling van de verschillende bepalingen van de artikelen 2 en 3 zijn voor verbetering vatbaar.

+

Met inachtneming van de hiervoren gemaakte opmerkingen en van enkele verbeteringen die alleen de vorm betreffen en geen commentaar behoeven, wordt de volgende tekst voorgesteld voor de artikelen 2 en 3 van het ontwerp :

"Artikel 2.-

In het Rijksregister worden ingeschreven :

1° de personen die in het bevolkingsregister of in het vreemdelingenregister ingeschreven zijn;

2° ... (zie opmerking II).

Ieder persoon krijgt bij zijn eerste inschrijving in het Rijksregister een identificatienummer. De Koning bepaalt volgens welke regels dat nummer wordt samengesteld.

Artikel 3.-

Voor ieder persoon wordt de volgende informatie in het Rijksregister opgenomen en bewaard :

.../...

1° naam en voornamen;
2° plaats en datum van geboorte;
3° geslacht;
4° nationaliteit;
5° hoofdverblijf;
6° plaats en datum van overlijden;

De opeenvolgende wijzigingen van de in het eerste lid bedoelde informatiegegevens worden met de datum waarop zij uitwerking hebben, in het Rijksregister vermeld.

De informatiegegevens worden bewaard gedurende dertig jaar te rekenen van de dag van het overlijden van de persoon op wie zij betrekking hebben".

Artikel 4 (nieuw).

De overheden die belast zijn met het houden van de in artikel 2 bedoelde registers delen de in artikel 3, eerste en tweede lid, vermelde informatiegegevens ambtshalve mede aan het Rijksregister.

Zij zijn verantwoordelijk voor de overeenstemming van de medegedeelde informatiegegevens met de akten en documenten die zij in hun bezit hebben.

De Koning bepaalt de nadere regelen inzake mededeling van de informatiegegevens".

.../...

Artikel 4 (van het ontwerp).

Gelet op de vrij banale aard van de inlichtingen welke de databank van het rijksregister zal opnemen krachtens artikel 3, kan men zich afvragen of artikel 4 nog enige betekenis heeft.

Is het bijvoorbeeld om een technische reden noodzakelijk die bepaling te handhaven, dan zou de Regering daaromtrent uitvoeriger uitleg moeten verschaffen dan zij nu in de memorie van toelichting doet.

Subsidiair moge worden opgemerkt dat de rechterlijke overheden, inzonderheid de onderzoeksrechters en de officieren van gerechtelijke politie niet kunnen vallen onder een eventuele beperking die de Koning mocht leggen op de onderzoeksbevoegdheid welke zij rechtstreeks aan de wet ontlenen.

De opmerking geldt ook voor artikel 5.

Artikel 5.

In de hierna voorgestelde redactie zou het artikel beter beantwoorden aan de bedoeling die in de memorie van toelichting te kennen is gegeven, inzonderheid wat betreft het verbod om in het rijksregister gegevens te bewaren die door toedoen van dat register worden medegedeeld :

.../...

"Artikel 5.-

Wanneer de openbare overheden of in artikel 4, eerste lid, bedoelde instellingen van openbaar nut krachtens een wet of een decreet de gemeenten om andere dan de in artikel 3 vermelde informatiegegevens kunnen verzoeken, kan de Koning, bij in Ministerraad overlegd besluit en na advies van de in artikel 12 bedoelde commissie, de gemeenten verplichten die gegevens te verstrekken door toedoen van het rijksregister.

De aldus verstrekte gegevens worden niet in het rijksregister bewaard".

Artikel 7.

Volgens de memorie van toelichting zou dit artikel een ruimere strekking hebben dan uit de tekst ervan blijkt.

Voorgesteld wordt het artikel als volgt te redigeren :

"Artikel 7.-

Na advies van de in artikel 12 bedoelde commissie en bij in Ministerraad overlegd besluit kan de Koning de openbare overheden en de in artikel 4 bedoelde instellingen machtigen om het identificatienummer te gebruiken binnen de grenzen en voor de doeleinden door Hem bepaald.

Het advies van de commissie wordt in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt samen met het koninklijk besluit".

.../...

Artikel 8.

Dit artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 8.-

Het identificatienummer van het rijksregister mag niet worden gebruikt door een persoon die daartoe niet gemachtigd is of voor een ander doel dan dat waarvoor de machtiging is verleend".

Artikel 9.

De tekst van het eerste lid zou meer in overeenstemming zijn met artikel 2 van het ontwerp en met de bedoeling van de Regering zoals die uit de memorie van toelichting blijkt, indien werd gewerkt met dezelfde terminologie als in artikel 2 is gebruikt.

De volgende tekst wordt voorgesteld.

"Ieder in het rijksregister ingeschreven persoon of zijn wettelijke vertegenwoordiger heeft recht :

1° op mededeling van de hem betreffende informatiegegevens die zijn opgenomen in de databank van het rijksregister;

2° op verbetering van die van deze gegevens welke niet op nauwkeurige, volledige en juiste wijze de informatiegegevens mochten overnemen die alleen over de in artikel 3 bepaalde onderwerpen moeten worden verstrekt door de in artikel 4 (1) bedoelde overheden".

+ .../...

---

(1) Het betreft het hierboven voorgestelde artikel 4, met andere woorden de stof van artikel 2 van het ontwerp.

Het tweede lid bepaalt :

"Het bij dit artikel vastgesteld recht wordt bij de lokale overheid van de gemeente van de woonplaats uitgeoefend. Voor de Belgen die zich gewoonlijk in het buitenland bevinden wordt het uitgeoefend bij de bevoegde diplomatieke zending of consulaire post. De Koning bepaalt de uitoefeningsmodaliteiten van dit recht".

I. Zoals uit de memorie van toelichting blijkt, moeten de aanvragen om mededeling en om verbetering worden ingediend bij de overheid die de informatie aan het rijksregister heeft verstrekt of die de verbeterde informatie moet doorzenden, omdat die overheid verantwoordelijk is voor de overeenstemming van de informatie met de akten of met de registers die zij in haar bezit heeft. Die overheid is niet noodzakelijk die van de gemeente waar de betrokkene in het bevolkingsregister is ingeschreven, althans voor personen die hun verblijfplaats in België hebben.

Het begrip "gemeente van de woonplaats" is bijgevolg ongeschikt want de woonplaats, in de zin van het burgerlijk recht, het gerechtelijk recht of het kiesrecht valt niet noodzakelijk en in alle gevallen samen met de plaats van inschrijving in het bevolkingsregister (zie opmerking IV bij de artikelen 2 en 3).

II. De machtiging die aan de Koning wordt verleend voor het bepalen van de nadere regelen voor de uitoefening van de in het eerste lid bedoelde rechten, mag niet zo ver gaan dat een beperking wordt gelegd op de uitoefening van de rechtsvordering die normaal aan de erkenning van dat recht door de wetgever wordt verbonden.

.../...

Met inachtneming van deze opmerkingen zou het tweede lid beter als volgt kunnen worden geredigeerd :

"Die rechten worden uitgeoefend bij de gemeente waar de betrokkene in het bevolkingsregister ingeschreven is.

Wat de Belgen betreft die in het buitenland verblijven en die niet in België in een bevolkingsregister zijn ingeschreven (zie opmerking II bij artikel 2) worden die rechten uitgeoefend ... . De Koning bepaalt de nadere regelen inzake uitoefening van dat recht".

Artikel 10.

Deze bepaling luidt :

"De Minister tot wiens bevoegdheid het Rijksregister behoort, treft alle noodzakelijke maatregelen om de veiligheid en de rechtmatige werking ervan te verzekeren".

Deze bepaling is in zo ruime bewoordingen gesteld dat zij aan de Minister tot wiens bevoegdheid het rijksregister behoort, een bevoegdheid tot uitvoering van de ontwerp-wet lijkt te verlenen die afbreuk doet aan de uitvoeringsbevoegdheid die door artikel 67 van de Grondwet voor de Koning is weggelegd.

Mocht met deze bepaling alleen worden bedoeld aan de Minister een controlebevoegdheid te verlenen die erin bestaat te waken over de "veiligheid en de rechtmatige werking" van het rijksregister, dan zou zij anders moeten worden geredigeerd en bovendien aan het slot van het ontwerp moeten komen, althans volgens een logische regeling.

.../...

Artikel 11.

In de Franse tekst verdient het aanbeveling het woord "données" te vervangen door "informations".

In het tweede lid is de term "niet gemachtigde derden", niet zeer geslaagd te noemen. Beter kan worden gelezen : "dat zij vervormd of beschadigd worden of medegedeeld worden aan personen die geen machtiging hebben gekregen om inzage ervan te nemen".

Artikel 12.

Dit artikel bepaalt :

"Het toezicht over de naleving van de bepalingen van deze wet wordt uitgeoefend door een Commissie van drie deskundigen aangewezen door de Kamer van Volksvertegenwoordigers. De duur van hun mandaat is vastgesteld op drie jaar, éénmaal verlengbaar.

De Commissie is belast met het toezicht op de toepassing van deze wet en, in het bijzonder, met het uitbrengen van de bij de artikelen 4, 5 en 7 bepaalde adviezen alsmede met het onderzoek van de aanvragen of klachten van de betrokken personen met inbegrip van het geven van gevolg daaraan.

Het advies van de Commissie wordt uitgebracht binnen de zestig dagen van de ontvangst van de aanvraag.

Na deze termijn wordt het advies van de Commissie als gunstig geacht".

Noch aan de hand van de tekst van dit artikel noch aan de hand van de daarop in de memorie van toelichting verstrekte commentaar, kan antwoord worden gegeven op een aantal vragen betreffende onder meer de kwalificaties die vereist worden van de leden van de commissie, het statuut van die leden, de onverenigbaarheden die voor hen zouden gelden, de voorwaarden inzake taalkennis waaraan zij zouden moeten voldoen (vooral

.../...

daar de commissie zal bestaan uit een oneven aantal leden), de bezoldiging van het eventuele personeel van de commissie, de regels in verband met haar werking, enz...

Waar het ontwerp in het tweede lid de commissie gelast gevolg te geven aan de aanvragen of klachten van de betrokken personen, is de tekst dubbelzinnig. Er zou nader moeten worden aangegeven op welke wijze de commissie ten aanzien van die vragen of klachten optreedt.

Dat "gevolg" blijkt er een te zijn van die waarin artikel 14 voorziet. Die verduidelijking zou in de tekst moeten staan.

Het ziet er ook naar uit dat het in het derde en het vierde lid bedoelde advies niet een van die mogelijke gevolgen is, maar slechts een van de adviezen bedoeld in de artikelen 4, 5 en 7. Mocht het anders zijn, dan zou de formulering van het vierde lid, volgens welke het advies van de commissie gunstig wordt geacht als de termijn van zestig dagen na de ontvangst van de aanvraag verstreken is, onbegrijpelijk zijn.

De onzekerheid hierover is hieraan te wijten dat het in het derde lid gebruikte woord "aanvraag" ook in het tweede lid is gebruikt om te wijzen op aanvragen die geen verband houden met de adviezen bedoeld in de artikelen 4, 5 en 7.

Om mogelijke verwarring uit te sluiten zou het verkieslijk zijn de bepalingen betreffende de adviezen welke de commissie dient uit te brengen op grond van de artikelen 4, 5 en 7, te scheiden van de bepalingen betreffende het onderzoek van de aanvragen of klachten. Deze laatste bepalingen, die aan het einde van het tweede lid staan, zouden logischerwijs aan het einde van het artikel moeten komen. Het artikel zou in zijn geheel moeten worden herzien.

.../...

Artikel 13.

De eerste volzin van deze bepaling luidt :

"Voor het volbrengen van haar opdracht is de Commissie bekleed met alle onderzoeksmacht".

Deze bepaling is gesteld in bewoordingen waarvan het zeer algemeen karakter nog wordt versterkt door de woorden "in het bijzonder", vooraan in de tweede volzin. De Regering zou haar bedoeling met grotere nauwkeurigheid tot uitdrukking moeten brengen in de tekst van het artikel.

Artikel 14.

In het eerste lid kan beter worden gelezen : "aan de procureur des Konings" in plaats van "aan het parket". De Nederlandse tekst zou overigens beter als volgt kunnen worden gelezen :

"De commissie doet aan de procureur des Konings aangifte van de overtredingen waarvan zij kennis heeft".

Artikel 15.

Dit artikel bepaalt :

.../...

"Wordt veroordeeld tot een gevangenisstraf van acht dagen tot één jaar en tot een geldboete van honderd frank tot tweeduizend frank of slechts tot één van deze straffen, degene die in de hoedanigheid van dader, mededader of medeplichtige de bepalingen bedoeld bij artikel 11 overtreedt. Wordt veroordeeld tot een gevangenisstraf van drie maanden tot vijf jaar en tot een geldboete van honderd frank tot tweeduizend frank, elkeen die artikel 8 overtreedt".

Deze bepaling straft de medeplichtige aan een overtreding van artikel 11 met dezelfde straffen als de dader of de mededader. Het is wel zo dat de wetgever zou mogen afwijken van de algemene regel van artikel 69 van het Strafwetboek, maar dan zou het aanbeveling verdienen in de memorie van toelichting de redenen op te geven die deze oplossing wettigen.

Medeplichtigheid aan een overtreding van artikel 8 zou daarentegen niet strafbaar zijn ofschoon enerzijds op die overtreding strengere straffen staan dan op de overtreding van artikel 11 en anderzijds de overtredingen van artikel 8 zich uiteraard meer tot medeplichtigheid lijken te lenen dan die van artikel 11.

Ten slotte moge er worden op gewezen dat, bij stilzwijgen van de tekst, geen verzachtende omstandigheden zullen gelden krachtens artikel 100 van het Strafwetboek.

Onverminderd deze opmerkingen zou de Nederlandse tekst van artikel 15 als volgt moeten worden geredigeerd :

"Met gevangenisstraf van acht dagen tot een jaar en met geldboete van honderd frank tot tweeduizend frank of met een van die straffen alleen wordt gestraft hij die als dader, mededader of medeplichtige de bepalingen van artikel 11 overtreedt. Met gevangenisstraf van drie maanden tot vijf jaar en met geldboete van honderd frank tot tweeduizend frank wordt gestraft hij die de bepalingen van artikel 8 overtreedt".

.../...

Artikel 16.

Opdat geen misverstand kan ontstaan, redigere men het eerste lid als volgt :

"Overeenkomsten die tussen de Staat en de gemeenten aangaande het rijksregister bestaan op de dag waarop deze wet in werking treedt, worden van rechtswege ontbonden op 31 december 1986".

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit
Messieurs : P. TAPIE,		président de chambre,
de Heren :		kamervoorzitter,
H. ROUSSEAU,		conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT,		staatsraden,
R. PIRSON,		assesseurs de la section de législation,
F. RIGAUX,		assessoren van de afdeling wetgeving,
Madame : J. TRUYENS,		greffier,
Mevrouw :		griffier,

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. J. SALMON, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. SALMON, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. P. TAPIE.